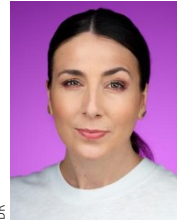


La crèche : le véritable prix à payer

Opinion



DR
Axelle Ballieu

Créatrice du podcast "Planète darons"

■ Le test de grossesse devrait s'appeler "droit d'inscription à la crèche". Parce qu'à la joie du test positif succède très rapidement le stress de trouver une place dans une crèche. Parcours de combattante dans un secteur sinistré.

Cette problématique est tellement vaste qu'elle mériterait qu'un livre lui soit consacré. Quel défi pour les parents!

Selon moi, test de grossesse devrait en réalité s'appeler "droit d'inscription à la crèche". En effet, à la joie du test positif succède très rapidement le stress de trouver une crèche. Naît alors un sentiment d'urgence quand vient le moment d'inscrire son enfant sur d'interminables listes d'attente. Et que ne nous prenne pas l'envie de prendre le temps de visiter la crèche parce que de toute manière, nous serons contraints de saisir la première, peut-être unique, opportunité qui se présentera.

Les crèches communales

Selon le baromètre des parents 2022 de la Ligue des familles, 67% des familles trouvent difficile à très difficile de décrocher une place en crèche. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si la quête d'une crèche n'est pas chose aisée, elle n'est pas uniquement due à la "compétition" susmentionnée. Avez-vous seulement une idée du prix des crèches? Les crèches communales, ouvertes à tous les travailleurs ou non d'ailleurs, pratiquent des tarifs mensuels établis sur la base des revenus des parents. Si cette méthode présente un avantage non négligeable pour certains, il n'en comporte pas moins quelques défauts. De ce fait, les personnes sans emploi, notamment, bé-



néficient d'un prix *discount* tandis que la classe moyenne se voit délestée de quelque 30 € par jour, soit 600 € par mois pour faire garder sa progéniture. Un coût qui représente 10% du budget mensuel de notre ménage, là où notre em-

prunt hypothécaire se chiffre lui, à 16%...

Entre 600 € et 1000 € par mois

Outre les crèches communales, la Belgique compte également un nombre croissant de crèches pri-

vées. Celles-ci semblent souvent salvatrices au moment de l'acceptation de l'enfant jusqu'à ce qu'arrive l'addition qui avoisine des montants presque indécents, les tarifs demandés dans ces établissements pouvant varier entre 600 € et 1000 € pour un temps plein. Une somme surprenante, si ce n'est astronomique, qu'on pioche néanmoins dans un portefeuille qui nous pique les doigts parce que "mon petit cœur, je ferais n'importe quoi pour toi". Imaginons que vous tombiez dans la catégorie la plus haute: il serait assez prudent d'avancer que le fait de retourner travailler vous coûte l'équivalent d'un loyer. Atterrés? Attendez de lire la suite. Ce loyer, vous le devez pour apprendre parfois dans le plus grand désarroi que votre argent n'est pas gage de garantie que votre enfant est bien traité. Pourquoi? Car les puéricultrices sont au bout du rouleau; le poids du sous-financement et le manque de considération du secteur pèsent si lourd sur leurs épaules qu'elles en deviennent négligentes, voire maltraitantes.

Heureusement, les parents peuvent souffler car le système fiscal offre une généreuse déduction d'impôts pour les dépenses de garde d'enfants, permettant de réclamer jusqu'à 14,40 € par jour et